

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEXSTONE Carrière d'Aigues-Vives

855 rue rené descartes,
13290 Aix-En-Provence

Références : 2026-03-83
Code AIOT : 0006600407

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement NEXSTONE Carrière d'Aigues-Vives implanté Bas Mas Rouge - Grange Paul Gros - Le Clapas 30670 Aigues-Vives. L'inspection a été annoncée le 10/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite suite à la mise en demeure notifiée par arrêté préfectoral du 7 octobre 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE Carrière d'Aigues-Vives
- Bas Mas Rouge - Grange Paul Gros - Le Clapas 30670 Aigues-Vives
- Code AIOT : 0006600407
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de cette carrière alluvionnaire est autorisée par l'arrêté préfectoral n°20-016N du 30 juin 2020 pour une durée de 23 ans. Sa superficie totale est d'environ 42 ha dont 35 ha réservés à l'exploitation, pour une production annuelle maximale de 400 000t/an. Elle abrite une installation de traitement, une aire de transit et un atelier. Suivant le phasage, les matériaux sont extraits par dragline, pelle à flèche longue ou drague flottante. Les matériaux alluvionnaires extraits (galets et sables) ont pour principaux usages la fabrication de béton et la création de voie routière.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 07/10/2025, article 1er	Astreinte	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence que :

- les justifications apportées par le porter à connaissance du 14 novembre 2025 sollicitant une augmentation des volumes d'eaux ne sont pas suffisantes et ne permettent pas de donner une suite favorable;
- tous les dispositifs de mesures des volumes d'eaux en place ne sont pas fiables et opérationnels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/10/2025, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : La société NEXSTONE [...] exploitant la carrière implantées aux lieux-dits "Bas mas rouge, "le clapas" et "grange de Paul Gros" sur la commune d'Aigues-vives est mise en demeure sous un délai d'un mois de respecter les prescriptions fixées aux articles 4.1.1 et 4.1.1.1.2 de l'arrêté préfectoral n°20-016N du 30 juin 2020 en : <ul style="list-style-type: none">- respectant les volumes autorisés, ou en déposant un porter à connaissance sollicitant une augmentation des volumes d'eau autorisés dûment argumenté et justifié;- mettant en place des dispositifs de mesures des volumes d'eaux fiables et opérationnels.
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Concernant le respect des volumes autorisés ou le dépôt d'un porter à connaissance

sollicitant une augmentation des volumes autorisés

Par courrier du 14 novembre 2025, l'exploitant a déposé un porter à connaissance sollicitant une augmentation des volumes autorisés et proposant un nouveau mode de fonctionnement du circuit des eaux du site:

En premier lieu, l'exploitant sollicite une augmentation de 80 000m³ soit le double du volume actuellement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les justifications attendues sur l'augmentation doublant le volume d'eau autorisé nécessaire à l'activité de traitement des matériaux ne sont pas apportées du fait de l'absence de données fiables inhérente aux compteurs défectueux mis en place sur le réseau. En effet le rapport hydrogéologique du 12 novembre 2025 réalisé par le bureau d'étude Bergasud révèle que les outils de mesures fournissent des données "aberrantes" et conclut en page 129 que la première action à mener est la mise en place de dispositif de comptage opérationnel. Par ailleurs l'exploitant n'a pas pu estimer ses besoins réels d'eau pour l'activité de la carrière.

En second lieu, suite au colmatage progressif du lac de pompage dû aux apports de matières en suspension issus du bassin de décantation ayant pour conséquence à court terme la limitation voire l'arrêt des apports diffus de la nappe, l'exploitant propose de simplifier le circuit des eaux de lavage en pompant dans les eaux de surface du lac 3 en cours d'exploitation. Cette proposition n'est pas recevable car le rapport hydrogéologique du 8 mars 2023 faisant suite à une mise en demeure préconisait déjà un curage régulier des dépôts de fines au risque de perdre l'alimentation en eau du lac de pompage. Par ailleurs, le rapport d'inspection du 4 juin 2024 alertait déjà sur l'impact de ces fines sur la continuité hydrogéologique entre les eaux souterraines et le lac. Par conséquent le colmatage n'a rien de naturel mais est lié aux carences de l'exploitation de la carrière qui ne prévoyait pas un curage assez régulier dudit bassin. Par courriel du 12 décembre 2025 post inspection, l'exploitant déclare avoir mis en place un nouveau compteur en sortie de l'installation de traitement, dont le rapport de la société KHRONE suite à son intervention du 5 décembre 2025 conclut au bon fonctionnement du dispositif.

Les relevés effectués du 4 décembre 2025 au 12 décembre 2025 par ce dispositif permettent à l'exploitant de conclure qu'en 2025 le prélèvement net en m³ est de 35 030 et qu'à cet effet, il ne lui semble plus nécessaire de solliciter une augmentation du volume autorisée. Le volume d'eau fourni n'a pas été estimé sur une année mais sur 8 jours ce qui n'est pas représentatif de la consommation réelle de l'exploitant. Le respect du volume autorisé sera donc contrôlé en fin d'année 2026.

- Concernant la mise en place de dispositifs de mesures des volumes d'eaux fiables et opérationnels

Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence de 5 compteurs :

- 2 compteurs au niveau du pompage dans le lac qui ont été changés en août 2025;
- 1 volumètre toutes eaux chargées en sortie de l'installation de traitement ;
- 1 compteur en amont du bassin de décantation;
- 1 compteur au niveau du bassin d'eaux claires mesurant les eaux restituées;

Post-inspection, l'exploitant a fait intervenir le fournisseur Khrono qui a préconisé le déplacement du compteur, situé en sortie de l'installation de traitement, sur la conduite menant au déversement des boues dans les bacs de décantation. L'exploitant a fait réaliser cette opération par un chaudronnier. L'expertise menée par le fournisseur Khrono sur ce compteur récemment déplacé conclut à son bon fonctionnement.

Concernant les compteurs situés au niveau du pompage l'exploitant n'a pas justifié par leur fournisseur de leur caractère fiable et opérationnel.

Concernant le compteur au niveau du bassin d'eaux claires mesurant les eaux restituées, selon le porter à connaissance du 14 novembre 2025, la fiabilité de sa mesure est mise en cause en raison

des débris végétaux qui restent bloqués. A ce sujet, l'exploitant n'a pas justifié du caractère fiable et opérationnel de ce dispositif.
Par conséquent la mise en demeure ne peut être levée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de :

- mettre en place un compteur fiable et opérationnel au droit du bassin d'eaux claires
- justifier du bon fonctionnement des compteurs au droit du lac de pompage

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 1 mois